



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 28 JUIN 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt huit juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MOULLEC Yvan, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TRMAL Marie-France)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
MORVAN Henri (pouvoir à CORNILY Karine)
OMNÈS Elisabeth (pouvoir à CUNIN Marie-José)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
CALVEZ Gilles (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)

Absents

LE GUEN Jean-René, MERDY Marie-Thérèse

Conseil de Communauté du 28 juin 2019
Délibération n°DCC2019_104

Objet	Mise en place du compte personnel d'activité - CPA
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le compte personnel d'activité (CPA) est un outil permettant à chaque agent de faire évoluer sa carrière tout en sécurisant son parcours professionnel, par l'utilisation de droits acquis tout au long de sa vie professionnelle. Depuis le 1er janvier 2017, tout agent public bénéficie d'un compte personnel d'activité qui comprend un compte personnel de formation (CPF) et un compte d'engagement citoyen (CEC). Ces deux comptes ont pour objet d'acquérir des droits qui permettent de suivre des actions de formation continue. Ces dispositifs concernent tous les agents fonctionnaires, ainsi que les contractuels de droit public.

L'objectif du CPA est de permettre aux agents de faciliter leur évolution et leur mobilité professionnelle, de reconnaître leur engagement citoyen, de financer des formations et de lutter contre les inégalités notamment pour les agents les moins qualifiés et/ou diplômés.

► Le compte personnel de formation (CPF)

Le CPF peut être utilisé pour toute action qui s'inscrit dans un projet d'évolution professionnelle (action de formation visant à l'obtention d'un diplôme, d'un titre ou d'une certification, action inscrite au plan de formation). La collectivité examine les demandes d'utilisation du CPF en donnant une priorité aux actions visant à :

- suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétence permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions,
- suivre une action de formation, un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles,
- suivre une action de formation de préparation aux concours et examens.

Il est proposé au conseil de Communauté les critères suivants, qui permettront de valider ou non les demandes d'utilisation du CPF des agents,

Les critères de sélection pour les actions prioritaires :

Priorité 1 : action de formation ou accompagnement ou bilan de compétences dans le cas d'un risque avéré d'inaptitude à l'exercice des fonctions.

Critères :

- Avis du médecin de prévention
- Perspectives de mobilité interne ou externe
- Projet professionnel
- Nécessités de service au regard de l'absence générée

Priorité 2 : Action de formation ou accompagnement à la VAE

Critères :

- Projet professionnel
- Application de l'agent dans l'exécution de ses missions
- Bénéfice d'une formation identique antérieurement
- Nécessités de service au regard de l'absence générée

Priorité 3 : Préparation aux concours et examens professionnels

Critères :

- Conditions d'ancienneté fixées par le règlement de formation
- Bénéfice d'une formation identique antérieurement
- Nécessités de service au regard de l'absence générée

Par ailleurs, seront également considérées comme prioritaires, car elles ne peuvent être refusées par la collectivité, toutes les actions liées à l'acquisition du socle de connaissances et compétences. Ce socle est constitué de l'ensemble des connaissances et des compétences qu'il est utile pour un individu de maîtriser afin de favoriser son accès à la formation professionnelle et son insertion professionnelle : la communication en français, l'utilisation des règles de base de calcul et du raisonnement mathématique, l'utilisation des techniques usuelles de l'information et de la communication numérique, l'aptitude à travailler dans le cadre de règles définies d'un travail en équipe, l'aptitude à travailler en autonomie et à réaliser un objectif individuel, la capacité d'apprendre à apprendre tout au long de la vie et la maîtrise des gestes et postures et le respect des règles d'hygiène, de sécurité et environnementales élémentaires.

Les critères de sélection pour les formations éligibles au CPF, hors formations prioritaires :

Critères liés au projet d'évolution professionnelle de l'agent :

- Existence d'un projet d'évolution professionnelle
- Implication de l'agent pour découvrir / s'approprier le métier/l'activité envisagée
- Demande de formation en adéquation avec le projet
- Prérequis pour accéder à la formation
- Ancienneté exigée par la réglementation selon la nature de la demande
- Forme de la demande (dossier de demande de formation complété, dans les délais

fixés, durée de la formation dans la limite des droits acquis...)

Critères liés au service :

- Nécessités de service au regard de l'absence générée

Critères liés au financement de la formation :

- Crédits disponibles suffisants
- Priorité de la demande

Lorsque plusieurs actions de formation permettent de satisfaire la demande de l'agent, une priorité est accordée aux actions de formation assurées par la collectivité ou mises en place au titre de la contribution versée au CNFPT. Les demandes seront étudiées dans le cadre de la validation du plan de formation.

La prise en charge des frais pédagogiques

La prise en charge des frais pédagogique sera étudiée au cas par cas dans le cadre de la validation de la demande.

La prise en charge des frais annexes

La prise en charge pour les préparations aux concours ou examens professionnel se fera selon les dispositions prévues dans le règlement formation.

Pour les autres actions de formation la prise en charge sera étudiée au cas par cas dans le cadre de la validation de la demande.

En cas de défaillance de l'agent à suivre l'action de formation, il sera amené à rembourser la collectivité sur les sommes engagées (frais pédagogiques et/ou annexes).

► Le Compte d'engagement citoyen (CEC)

Le CEC est avec le CPF une des deux composantes du compte personnel d'activité. Il permet d'acquérir des droits à formation, sur le CPF, en reconnaissance des activités citoyennes exercées par un agent.

L'utilisation de ces heures peut se faire pour acquérir les compétences nécessaires à l'exercice des activités bénévoles ou volontariat, soit pour suivre une action de formation éligible au CPF. Ces heures ne sont mobilisables qu'une fois les heures CPF épuisées.

Le financement des heures issues du CEC n'est pas du ressort de la collectivité.

L'ensemble du dispositif CPA fait l'objet d'une présentation détaillée dans le lexique formation : le compte personnel d'activité.

En conséquence, il est proposé au conseil de Communauté de valider les critères de sélection des demandes de formation et de valider les modalités de prise en charge financière de ces demandes.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu La loi travail du 08 août 2016 renforçant les droits à la formation des salariés du privé et des

fonctionnaires – Art 44,

Vu l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique – Art 1 à 7,

Vu le décret 2017-928 du 6 mai 2017 et sa circulaire du 10 mai 2017, précisant les modalités concrètes de mise en place de ces nouveaux droits,

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 1^{er} avril 2019,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 11 juin 2019

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 14 mai 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les critères de sélection des demandes de compte personnel de formation, et les modalités de prise en charge financière de ces demandes,

Article 2 : Autorise l'inscription au budget des crédits correspondants.